AUJOURD'HUI

Hebdomadaire libertaire

Cœur à gauche, main adroite

Le 27 septembre, nouveau petit tour du manège des votations municipales, cantonales et fédérales : Cours camarade, le bureau de vote va bientôt fermer! Une fois de plus, les professionnels de l'aménagement politique du capitalisme relancent la vieille machine publicitaire des votations. De gauche, de droite, les politiciens nous répètent que c'est à grand renfort de oui et de non sur un bout de papier que la vie va nous devenir moins pénible. Comme si toutes les décisions importantes n'étaient pas déjà prises par les actionnaires, les spéculateurs, les charognards économiques qui licencient, baissent les salaires et jouissent sans entraves de ce trompe-l'œil des exploités que constituent les votations!

Ce que veulent nous faire croire les capitalistes et leur panier de politiciens, c'est qu'il existe un lieu où s'embrassent les intérêts des bourgeois et des travailleurs : le bordel électoral. Bon sang, de voter à gauche, à droite, au milieu ou en diagonale, est-ce que c'est cela qui va nous faire oublier notre quotidien dans les usines, sur les chantiers, dans les grandes surfaces ou dans les bureaux?

C'est pourtant le but poursuivi par les exploiteurs. Et en partie, ça marche, pour l'instant... Parce qu'il viendra un jour où, nous les exploités, nous ne tolérerons plus cette société qui nous utilise comme masse de production ou qui nous exclut tout en nous conditionnant à la sauce électorale. Et alors, ce ne sera pas d'un bulletin de vote dont nous nous munirons, mais bien de l'arme qui est la plus indispensable à notre émancipation, et qui peut mener une explosion sociale à la victoire de ceux qui se dressent contre le vieux monde : la lutte de classe, sans direction politicienne, directement organisée et dirigée par les êtres humains qui constituent aujourd'hui les différents secteurs de la classe ouvrière et des exclus, que l'on soit suisse ou immigré – car nous faisons tous partie de la même classe sociale. Et pour cela, il faut que tous les opprimés s'organisent par eux-mêmes, dans leurs propres structures, librement, sans intermédiaire directionnel politique. La grève générale, et non le vote apparent; la Révolution, et non l'assaisonnement électoral.

Dino Mittaz

ABONNEMENTS

• 3 mois (12 n°): 15 FS, soutien 25 FS

• 6 mois (24 n°): 30 FS, soutien 50 FS

• 12 mois (48 n°): 60 FS, soutien 100 FS

Etranger et commandes groupées, contactez-nous.

Règlement par CCP n° 17-471708-7

Adresse :

AUJOURD'HUI

c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4

Web :

www.tao.ca/~cas/aujour.html

e-mail : edam.ch@tao.ca

cas.ch@tao.ca

Opinion

Défense du service public ou de l'État ?

Votation

L'auto paradigme du capitalisme. Vroum.

AUJOURD'HUI

sur

Internet

www.tao.ca/~cas/aujour.html

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle.

Ed. responsable : Claude Cantini.

Tirage : 200 ex.

Opinion

Défense du service public ou défense de l'État ?

Privatisations, offensives contre le service public... la politique néo-libérale qui doit permettre à nos industriels de se placer sur le terrain de la concurrence internationale, sans faux frais et sans impôts excessifs, ne fait que commencer

Face à ces attaques, la résistance s'organise. Elle s'exprime par des manifestations et des grèves dans lesquels on retrouve des salariés des services publics. Ces mouvements sont aussi accompagnés de discours idéologiques visant à revaloriser la légitimité et les fonctions de l'État. On a pu voir à la TV un Daniel Cohn-Bendit déclarer qu'à Francfort, la police faisait du travail social.

A l'heure où la mondialisation de l'économie ainsi qu'un certain nombre d'instances supranationales (FMI, G7, etc.) imposent aux différents gouvernements leurs politiques financières, l'État nous est présenté comme un rempart susceptible de contenir les méfaits du capitalisme. C'est assez paradoxal, mais dans les rangs de la « gauche de la gauche », on semble de plus en plus convaincu que le salut ne peut venir que d'une politique volontariste menée par des gouvernements socialistes (ou socialo-communistes). Aux yeux de certains militants, les seules alternatives à l'heure actuelle seraient soit de « réhabiliter Keynes », soit de mettre en place « *une politique économique capitaliste planifiée à moyen terme* » [1]. Ces « gauchistes », qui portent notamment leurs espoirs sur les mesures légales de réduction du temps de travail, nous expliquent que « *la relance de la masse salariale par la création d'emplois sera bonne pour la croissance, donc pour le budget de l'État et l'activité des entreprises* » [2].

Il s'agit, on le voit, d'un programme en plusieurs étapes. Tout d'abord, il faut évidemment faire élire un gouvernement de gauche, ensuite le convaincre de mener à bien la politique désirée, cette seconde tâche (comme la précédente ?) étant dévolue aux mouvement sociaux. Enfin, il reste à espérer qu'une telle politique entraînera les effets escomptés...

Traditionnellement, les anarchistes ont mené une critique de l'État, dans ses dimensions gouvernementales, répressives et hiérarchiques : il nous semble utile de le rappeler brièvement ici, afin de montrer combien le chemin qui nous est proposé ci-dessus est aléatoire et risqué.

Il existe dans le public une confusion entre l'idée d'État comme pouvoir séparé et l'image de la communauté nationale. On dit « mort pour la France » et non « mort pour le gouvernement » ! Cette confusion, toujours entretenue, repose sur le postulat suivant lequel les êtres humains seraient par nature en concurrence perpétuelle et qu'un arbitre est indispensable pour assurer la sécurité et la collaboration entre les gens. Or les anarchistes ont la conviction que la solidarité et la coopération constituent la base de l'humanité, que l'homme est un être social par nature et que la société ne se divise en classes que lorsque des centres de pouvoir parviennent à s'imposer. En d'autres termes, le goût du pouvoir serait premier et le désir d'enrichissement matériel n'en serait qu'une conséquence. Sans discuter ici de la justesse de ces idées, il nous semble clair que l'État offre, par ses lois relatives à la propriété privée notamment, le cadre qui rend possible l'exploitation capitaliste. Dans ce contexte, le discours libéral du « moins d'État » est particulièrement cynique. Des gens qui sont parvenus à accumuler des richesses grâce au pouvoir, à l'exploitation, aux guerres, à l'héritage... prétendent que la majorité, exclue depuis toujours de l'accès aux moyens de production, devrait se prendre en charge par elle-même. D'abord on vous prend tout, puis on vous dit : débrouillez-vous !

Le retour de l'« Etat-providence » ?

Ce qui vient d'être dit n'explique pas cependant l'apparent conflit entre la logique étatique et la logique marchande. A l'heure actuelle, tout se passe un peu comme si, en paraphrasant Marx, le développement des forces productives (plutôt du système financier et marchand) entrait en conflit avec les rapports de production (l'organisation politique) et tendait à les déborder. Mais au lieu d'annoncer le règne du prolétariat, les gains de productivité n'entraînent rien d'autre que des pertes d'emploi.

Les différents gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, n'ont pas une grande marge de manœuvre. Tous, à l'heure actuelle, tendent à adapter leur infrastructure en lui faisant subir un « régime-minceur » dans l'idée d'attirer les capitaux et de devenir plus performant au niveau mondial.

La seule entrave apparente à cette guerre commerciale étant le développement d'institutions supranationales (telle l'Union européenne) sensées mieux résister à la concurrence grâce à la protection de leur marché intérieur. Tout le problème étant d'éviter le dumping social entre les différents membres de ces alliances...

Dans ce contexte, imaginer qu'un gouvernement, fut-il de gauche, s'engage sérieusement et rapidement à mettre sur pied un véritable « État-providence » ne nous paraît guère vraisemblable. Mais ceci dit, ce genre de politique n'a jamais sérieusement menacé le système capitaliste, bien au contraire.

Dans l'après-guerre, l'« État-providence » a permis de pacifier les rapports de classe. Ce fut une réponse aux luttes sociales issues de la résistance et un moyen d'intégrer les partis communistes qui y avaient joué un rôle important. Il est intéressant de noter que ce système de redistribution, ce « capitalisme à visage humain » a connu un essor particulier dans les pays « démocratiques » qui risquaient le plus de passer dans la zone d'influence soviétique comme l'Italie, la France ou les pays scandinaves.

A l'heure où le système libéral n'a plus de concurrent, on voit mal ce qui pourrait l'encourager à mettre sur pied un nouveau plan Marshall. Cependant, si d'aventure nous devions assister à des mobilisations qui prendraient la forme d'une dynamique anticapitaliste significative, il est intéressant de savoir que des « avant-gardes » sont déjà prêtes à nous entraîner dans le même type d'impasse que celle qu'a connu le mouvement ouvrier après 1945.

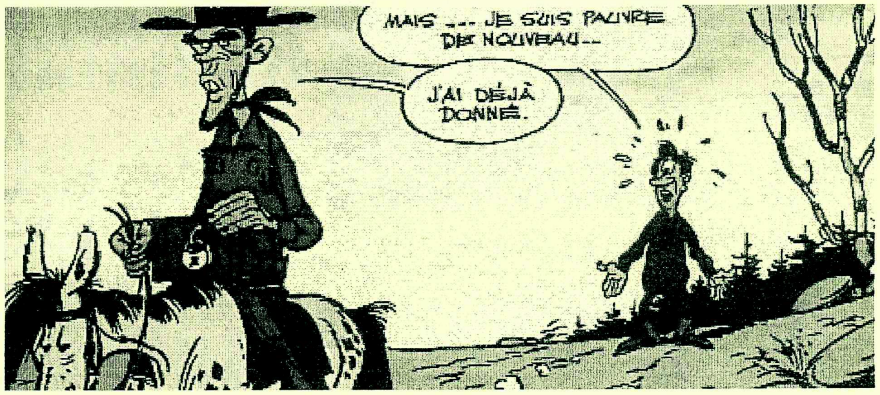
Renouer avec le réformisme... au bénéfice de qui ?

En ce qui nous concerne, nous ne croyons pas que le discours idéologique qui prétend que l'extrême-gauche doit aujourd'hui se consacrer « *à diffuser des idées et à susciter des actions visant à pousser les partis de gauche au pouvoir dans la plupart des pays européens à renouer avec le réformisme* » [3] poursuive sérieusement cet objectif. Il s'agit plutôt, pour certains en tout cas, d'un argument de vente sur le marché de la médiation politique. Toute une série de facteurs sociaux, générationnels... sont en train de pousser des gens, qui ont constitué un appareillage théorique hors du commun et qui rongent leur frein depuis bien longtemps, à « tourner leur veste ». Dans un contexte où les bonnes places sont de plus en plus rares et où certaines compétences n'ont guère de chance de trouver preneur en dehors des coulisses du pouvoir, des choix « déchirants » peuvent ainsi être faits en toute bonne conscience.

La défense du service public peut être conçue de deux manières. Il est à nos yeux parfaitement légitime de défendre une certaine forme de redistribution qui a été mise en place pour différentes raisons historiques. Qu'il s'agisse d'« acquis » gagnés par des mobilisations antérieures, ou de « carottes » adoptées de manière préventive par les gouvernements pour garantir la paix sociale est ici sans importance. Le seul critère valable étant l'utilité sociale des prestations fournies et la possibilité pour une partie de la population de trouver un emploi, c'est-à-dire d'avoir un revenu acceptable.

La question se pose en des termes différents, s'il s'agit de lutter pour permettre à des politiciens et des technocrates d'occuper des places stratégiques dans la hiérarchie de l'État, afin de « pistonner » une clientèle politique particulière. A l'heure où le marché de l'emploi se rétrécit comme peau de chagrin, il n'est malheureusement pas toujours simple de séparer les deux démarches. Pourtant, cela nous semble extrêmement important.

Durant les « bonnes années », la classe politique a systématiquement servi les intérêts d'une bourgeoisie dont elle était elle-même issue. Combien d'entrepreneurs et de commerçants n'ont-ils pas directement profité des investissements publics ? En échange de leurs bons et loyaux services, les politiciens se voyaient offrir des fauteuils dans les conseils d'administration à la fin de leurs mandats, quand ce n'était pas des dessous de table au coup par coup. Les scandales qui éclatent aujourd'hui en Valais ou à Fribourg ne sont que la pointe de l'iceberg.



Avec la mondialisation, la bourgeoisie nationale frappée d'obsolescence se trouve désormais en concurrence avec une « noblesse d'État » qui la remplace partiellement sur un plan disciplinaire. Le patron paternaliste qui faisait régner l'ordre parmi ses ouvriers et employés se voit supplanté, de plus en plus souvent, par des « chômagistes » culpabilisants ou des « formateurs » arrogants et méprisants.

Lutter au sein de la fonction publique

Le rôle principal de l'État est le contrôle social, soit la répression et la diffusion de l'idéologie dominante. Cependant, il prend aussi en charge, au niveau des services publics, des tâches utiles dans les domaines de la santé, de la formation et des transports par exemple. Cela dit, ces tâches ne sont pas réalisées d'une manière neutre. Il faut toujours avoir en tête que les ressources que l'État mobilise servent avant tout à légitimer l'action de ses dirigeants et le maintien de ses hiérarchies.

Dans ce cadre, notre combat, c'est la défense et l'exigence de prestations qui nous paraissent utiles, dans le but qu'elles soient accessibles à tous. Ce sont des revendications relatives au maintien et à la création d'emplois de qualité. C'est aussi la lutte contre les inégalités, notamment salariales, et contre l'arbitraire du copinage sur le plan de l'embauche avec ce qu'il implique de clientélisme et de soumission idéologique.

Repenser la solidarité

Quels que puissent être nos espoirs quant aux résultats des mouvements de résistance à l'offensive libérale, il est à craindre que ces prochaines années, de plus en plus de gens se retrouvent marginalisés, précarisés, condamnés à des emplois-poubelle. On peut penser aussi que l'État va progressivement abandonner de larges pans de l'aide sociale et/ou qu'il va désormais l'accompagner de mesures restrictives et disciplinaires de plus en plus dures.

Historiquement, le mouvement ouvrier s'est construit sur trois institutions : les syndicats, les coopératives et les partis politiques. S'il est clair que la participation au gouvernement ne profite qu'à une caste minoritaire et que le parlementarisme implique délégation de pouvoir et promesses non tenues, les deux autres types d'organisation ne sont pas non plus exemptes de problèmes. Les syndicats officiels sont intégrés et défendent principalement des intérêts corporatistes ; quant aux coopératives, l'histoire nous a montré qu'elles se transforment rapidement en entreprises commerciales comme les autres.

Contrairement à d'autres, nous ne pensons pas que de telles entreprises puissent se développer largement et constituer une sorte de contre-société au sein du système actuel. En revanche, elles peuvent être envisagées comme des outils de résistance, une possibilité d'autonomie pour des militants sans emploi et peut-être une occasion de satisfaire des besoins négligés par l'économie capitaliste et l'État. Mais pour éviter de trop nombreux déboires, il faudrait que de telles initiatives s'insèrent dans des dynamiques de luttes plus larges et qu'elles évitent les tentatives de récupération... c'est une musique d'avenir, mais qu'il faut explorer.

Et l'utopie...

D'un autre côté, une critique sérieuse des institutions étatiques passe nécessairement par la présentation d'alternatives crédibles. Le fédéralisme libertaire sur le plan politique au même titre que l'autogestion, le collectivisme ou le communisme sur le plan économique doivent être repensés au vu des événements de ce siècle. Qu'est-ce qui nous permet de croire que dans une société anarchiste, les rapports de pouvoir et les inégalités ne réapparaîtraient pas ? Au nom de quoi peut-on affirmer que si l'on supprime l'État et le capitalisme, la société sera enfin réconciliée avec elle-même ? Peut-il exister un marché solidaire, non capitaliste ? Un système administratif qui n'évolue pas vers la bureaucratie ? Une démocratie qui ne repose pas sur la démagogie et le charisme ? Des réponses partielles ont été données par un certain nombre de penseurs anarchistes, mais ce chantier a trop longtemps été abandonné. Il nous faut maintenant vérifier la solidité des fondations et nous remettre à la tâche.

Bonnie & Clyde

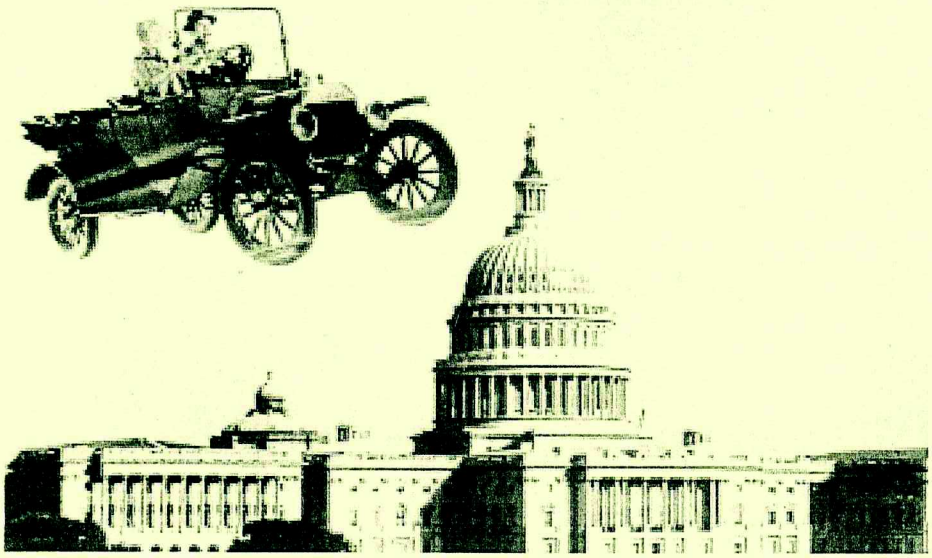
Cet article est déjà paru dans une version légèrement différente dans l'**Affranchi**, n°15, janvier 1998

1. Jean-Marie Heinrich, Sur la conjoncture in « A contre courant » n° 86, août 1997.
2. Thomas Coutot et Pierre Khalfa, Pour sortir de l'étau néolibéral in « Le Monde » 8 octobre 1997. Thomas Coutot est signataire de l'Appel des économistes pour sortir de la pensée unique. Pierre Khalfa est secrétaire fédéral du syndicat SUD-PTT.
3. Jean-Marie Heinrich, Sur la conjoncture, art. cit.

Votation

Trafic

Le 27 septembre prochain, les citoyens et citoyennes de la Ville de Genève devront se prononcer sur l'octroi d'un droit de superficie gratuit, d'une durée de 85 ans, à la société Parking Place Neuve SA



Ce droit de superficie permettra la réalisation d'un parking de 520 places, mais aussi d'une série de mesures et d'aménagements censés réduire la circulation automobile et améliorer la qualité de la vie dans ce périmètre urbain.

Ce scrutin donne lieu à un très vif débat au sein de la gauche, car si les « contre » regroupent, sans surprise, les sections ville des verts, du PS et l'Alliance de gauche, on trouve chez les « pour », en plus de la droite et des syndicats de la construction[1], un grand nombre d'associations « écologistes » – ATE, UGP, ASPIC, SPE, – et un comité alternatif de roses et de verts qui défendent, bec et ongles, un « bon projet issu d'une procédure exemplaire de concertation ». « Concertation », voilà le leitmotiv, roucoulé jusqu'à la nausée par certains, qui vont même jusqu'à entonner bouche en cœur des refrains favoris à la droite : la concertation « *cercle vertueux* » [2], opposants accusés de dogmatisme[3], fin de la « *guerre des recours* »[4]. Ces écolo-socialos et professionnels de l'environnement sont tout à la joie de démontrer qu'avec des discussions prenant en compte l'intérêt bien compris de chacun on arrive à des solutions qui conviennent à tous, et qu'au fond il n'y a pas de positions antagonistes.

En l'occurrence, même les opposants au projet leur donnent raison, qui usant d'arguments techniques et financiers, ne dépassent pas la querelle d'aménagement urbain[5]. Pourtant, ce projet particulier pose la question du lien fondamental qui unit l'utilisation principale de l'automobile (et des moyens de transport motorisés privés) comme mode de déplacement et le mode d'organisation sociale capitaliste. En effet l'automobile par ses « qualités » permet aux individus de se comporter selon les exigences du fonctionnement du système capitaliste : rapidité, flexibilité, « liberté », « autonomie », agressivité et individualisme. Ainsi, il est actuellement parfaitement impossible de se passer complètement de l'automobile pour l'énorme partie de la population. La « complémentarité » tant chantée n'est qu'un leurre ne serait-ce raison du coût des transports en public (certains n'ont pas les moyens de payer les frais d'une automobile ET d'un abonnement aux transports publics). De toute façon, les transports en commun sont inefficients dans certaines situations ou régions, et surtout ils ne correspondent pas exactement aux besoins de l'organisation sociale et économique actuelle qui demandent de se déplacer seuls, rapidement et à des moments précis – le matin et le soir pour le boulot, le week-end et les vacances pour les loisirs –.

Poser réellement la question de la bagnole, ne peut se faire qu'en remettant radicalement en question le capitalisme.

F. Mirail

1. Nous reviendrons à l'occasion sur les choix des syndicats qui se retrouvent systématiquement du côté des patrons au nom de l'emploi.
2. Paul-André Vallotton, Comité alternatif de Roses et de Verts, Tribune de Genève, 5.09.98
3. Pierre Maulini, conseiller municipal vert à Chancy, cité par R. Godel, Tribune de Genève, 5.09.98
4. Alain Rouiller, secrétaire de la Coordination transports, Journal ATE, septembre 1998
5. La « meilleure » contribution au débat est, sans conteste, celle de Jean-Pierre Mathys, pour qui il « *paraît logique que la zone piétonne puisse être alimentée par des parkings* [...]». GHI, 10.09.98

Brève

Il pleut du kérosène

Parmi les innombrables "informations" portant sur les dernières minutes du vol SR111, il a été dit que le pilote avait largué ou essayé de larguer 62 tonnes de kérosène. Soixante-deux tonnes... une sacrée quantité. Mais c'est ce qu'il faut à ce genre d'appareil pour traverser l'Atlantique. Il se pourrait, selon une lettre de lecteur au journal "Le Temps", que ce produit inflammable ait pu jouer un rôle dans la catastrophe, au cas l'avion serait passé au travers de cette masse dans sa descente dramatique. Nous n'en savons rien, mais c'est une hypothèse, peut-être pas moins crédible qu'une autre. Ce qu'on ignore en général, c'est que le largage de kérosène est une pratique assez courante. Selon certaines informations, il arrive, plus souvent qu'on ne le pense, que des pilotes se débarrassent d'une certaine quantité de ce carburant avant d'atterrir, pour des raisons de sécurité, parce qu'ils estiment que l'avion est trop lourd pour se poser sans danger. Dans ces cas-là, on n'est pas à une tonne près.
Il faut savoir que le kérosène n'est pas un liquide, mais qu'il se présente sous forme de poudre, un peu comme de la laque en spray, et que c'est sous forme de poussières, de gouttelettes minuscules, qu'il rejoint le plancher des vaches. Aux alentours de l'aéroport de Genève, c'est la commune de Versoix qui serait la plus concernée, ainsi que le lac...
Y a-t-il des risques pour la santé ? Est-ce très polluant ? Nous aimerions bien que les experts nous informent. Mais nous sommes prêts à parier que ce cadeau du ciel n'est pas aussi bienfaisant que la rosée du matin.

M. Argery

La Fabrique de la Vérité

Le marché et ses serviteurs politiques et médiatiques travaillent sans relâche à la construction et la consolidation de l'idée que l'organisation de la société selon leurs intérêts est, en fait, son organisation naturelle. Leur intention est d'établir en dogmes ce que sont, en réalité leurs choix politiques, économiques et sociaux. Cette rubrique se veut une collection des produits de cette vaste usine à construire des « vérités ».

« [...] la mondialisation, décriée comme l'« horreur économique », disparaîtrait dans la pratique. Une telle évolution serait catastrophique pour tous »

Contribution de François Heisburg, Le Temps, 10 septembre 1998